

## L'extrême droite va-t-elle l'emporter en France et en Europe ?

Compte-rendu rédigé par Thérèse d'Orléans

La présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française nous interroge aujourd'hui sur la montée des partis d'extrême droite en France et en Europe. Tandis que le parti Vox s'impose progressivement dans la politique espagnole et que Viktor Orbán a été réélu il y a quelques semaines en Hongrie, les politologues constatent l'émergence d'un "néo-nationalisme" paradoxalement transnational. Pour parler aujourd'hui des succès électoraux de l'extrême droite, et de la "droitisation" de la vie politique, en France et en Europe, nous recevons ce soir, dans le cadre des Mardis du Grand Continent, à l'Ecole Normale Supérieure :

- **Ramona Bloj**, co-fondatrice de la revue *Le Grand Continent* ;
- **François Hublet**, rédacteur en chef de la revue *Bulletin des élections de l'Union européenne* ;
- **Baptiste Roger-Lacan**, historien, spécialiste de l'histoire de la contre-révolution en France, et rédacteur en chef de la *Lettre du Dimanche* ;
- **Mercedes Yusta Rodrigo**, professeure d'histoire contemporaine de l'Espagne au département d'espagnol de l'université Paris 8, auteure dans notre revue de "L'Espagne et la postérité du franquisme".

La rencontre est modérée par **Gilles Gressani**, directeur du *Grand Continent*.

**Gilles Gressani** propose de réfléchir aux partis d'extrême droite à l'échelle européenne, et non plus uniquement à l'échelle nationale, comme nous en avons le réflexe. Il y a en effet un effort continu de l'extrême droite européenne pour construire un modèle européen alternatif. Nous l'avons constaté depuis que le RN ne met plus en valeur la sortie de l'euro et le Frexit.

**Gilles Gressani** aimerait partir du cas italien qui offre une perspective intéressante. La Ligue (Lega), parti d'extrême droite, xénophobe envers le Sud de l'Italie, en opposition à Rome, a été restructuré par Salvini. Il a maintenu l'idée des macro-régions inscrites dans l'Europe, tout en critiquant la politique bruxelloise et a lancé une campagne raciste contre les Roms. Cette nouvelle ligne politique a conduit à un consensus encore jamais vu en Italie. Une fois au gouvernement, un dilemme est apparu : à quel point doit-il conduire une politique de sortie des cadres de l'Union européenne ? Ce questionnement nous intéresse car Salvini et Le Pen font partie d'une communauté d'intention et de soutien. Le paradoxe tient au fait qu'une partie de leur électorat, une partie des retraités et des PME pour Salvini, est opposée à une sortie de l'UE. Nous avons retrouvé ce cas de figure avec Le Pen et la crise interne au parti en 2017. Alors même qu'ils font campagne sur une ligne ultra-nationaliste, ils ne franchissent pas le pas d'une rupture frontale. En revanche, ils essaient d'obliger leurs ennemis à penser avec leurs propres catégories, à la manière de Thatcher qui déclarait que son plus grand succès politique était "Tony Blair et le New Labour". Nous allons maintenant nous interroger sur les contours et les dimensions fondamentales des différents partis européens d'extrême droite.

**Baptiste Roger-Lacan** aimerait choisir une perspective à long terme. Le paradoxe de l'extrême droite française est d'être un parti résurgent depuis longtemps, qui continue d'échouer aux portes du pouvoir, relativement à sa durée et à son poids électoral. Pendant la campagne présidentielle, **Baptiste Roger-Lacan** s'est plutôt intéressé à Eric Zemmour, sorte de pochette surprise de références historiques et intellectuelles. Cette élection a porté deux candidats d'extrême droite, qui ont eu chacun 15% dans les sondages, soit 30% accumulés pour l'extrême droite, avant les votes utiles de la dernière semaine. La campagne de Zemmour a mis en valeur la "doctrine molle" du RN. Depuis les années 70, les groupuscules d'extrême droite ont fait un effort de synthèse pour réunir leurs forces derrière Jean-Marie Le Pen. Les dix premières années du Front national ont été caractérisées par de nombreuses scissions. Pour éviter la division interne, le Front National a refusé toute élaboration doctrinale à partir des années 80. Les discours de Jean-Marie Le Pen n'utilisent que les mots classiques de l'extrême droite, comme la terre, le sang, tout ce qui relève de la xénophobie. Il n'y a donc eu aucun travail d'élaboration doctrinal, mis à part François Duprat, mort dans un attentat en 1978. Le Front National a plutôt prospéré par la mollesse doctrinale. A partir de 1988, le FN est isolé derrière un cordon sanitaire, que Marine Le Pen tente d'ouvrir.

De son côté, la campagne d'Eric Zemmour se caractérise par un surinvestissement doctrinal, une abondance de références et de citations à Maurras, à Barrès, à toutes les familles du nationalisme français, à Franco et à Salazar. Il a néanmoins été pris à son propre piège sur la question des réfugiés ukrainiens. Marine Le Pen a profité de Zemmour, qui a porté le poids de l'effervescence idéologique de l'extrême droite depuis 45. Zemmour a trop investi l'idée de décadence, idée consubstantielle à l'extrême droite depuis Joseph de Maistre. Le constat d'une décadence présente est devenu un piège, car il a cantonné Zemmour au rôle de prophète de malheur. Il a abandonné d'autres idées essentielles comme celle de "parler au nom du peuple", qui avait été celle de Jean-Marie Le Pen, ou encore des "jours heureux". Marine Le Pen a centré sa campagne avec force sur le pouvoir d'achat, l'avenir heureux et la vie digne, en même temps qu'elle était délestée de l'imaginaire de l'extrême droite par Zemmour. La doctrine molle a même pu passer pour de l'expertise, face à un candidat sombre et monomaniac. Néanmoins, depuis la campagne du second tour et la multiplication des porte-paroles du RN, le vernis d'expertise se craquèle.

**Gilles Gressani** rappelle qu'Eric Zemmour est extrêmement peu traduit, sûrement en raison d'un ultra-nationalisme français peu lisible pour un public étranger. Il est notamment le dernier candidat de l'extrême droite qui assume un discours antagoniste vis-à-vis des pays environnants, comme l'illustre sa volonté d'assimiler la Lombardie et le Milanais.

**Mercedes Yusta Rodrigo** propose d'analyser le parcours du parti Vox en Espagne comme le reflet inversé du Rassemblement National. L'Espagne s'est longtemps vantée de ne pas avoir de parti d'extrême droite, en pensant que la dictature avait agi comme un vaccin. Mais l'émergence de Vox fin 2013 et sa montée électorale en flèche ont montré que la situation était plus complexe que cela. L'hypothèse la plus vraisemblable est que l'extrême droite a continué d'exister, logée dans le Parti Populaire, un parti de droite très large, fondé au début de la transition à la démocratie pour rassembler le personnel politique de la dictature prêt à

accepter le passage à la démocratie. Des résidus du franquisme ont continué d'exister avec le Bunker, qui a continué de militer dans la Phalange. Le Parti populaire embrassait une partie des idées et des discours d'extrême droite, mais de manière peu visible.

Puis le parti a choisi une orientation de droite libérale atlantiste. Depuis la IIe législature, on observe la résurgence de deux discours opposés sur la dictature. D'un côté le discours des associations mémorielles des victimes qui réclament plus d'attention dans le débat public ; de l'autre côté un discours révisionniste offensif qui réécrit l'histoire de la guerre civile avec les arguments utilisés autrefois par la dictature pour se légitimer. Cette guerre mémorielle se prolonge jusqu'à aujourd'hui. Cette réactualisation de la dictature, ainsi que la crise de 2008 qui a durement frappé l'Espagne, a entraîné une forte contestation des institutions. On entend le terme "régime de 78", pour dénoncer une démocratie fermée et élitiste, qui ne représenterait pas les intérêts du peuple. Cette cristallisation a lieu dans les forces politiques de gauche et à l'extrême droite, avec la création de Vox en 2013.

Néanmoins, Vox fait moins de 1% des votes, jusqu'aux élections de 2018 où ils obtiennent 10% des votes pour le Parlement andalou. Ils entrent ainsi dans le gouvernement andalou, ce qui est symbolique pour la gauche espagnole, car ce Parlement a toujours été gouverné par la gauche socialiste. En février, Vox a encore augmenté, en entrant dans le gouvernement régional de Castille et Léon, qui était le fief du camp franquiste pendant la guerre civile. Vox a négocié avec le Parti Populaire la présidence des Cortes, la vice-présidence de la Junte et trois départements exécutifs. Contrairement au Rassemblement national, Vox est un parti très jeune, qui a réussi très vite ses entrées dans les institutions. Beaucoup d'éléments jouent dans leur succès, selon **Mercedes Yusta Rodrigo** : d'abord la normalisation d'un discours de relégitimation d'un passé franquiste, qui contribue à réactualiser les idées de l'extrême droite ; ensuite la crise économique, qui permet un discours populiste de revendication contre certaines institutions, notamment contre le système très décentralisé ; enfin la crise catalane de 2017, qui a été très mal vécue en Espagne, et sur laquelle Vox a surfé. Vox récupère aussi la fierté nationale, dans un discours similaire à celui de Zemmour, ainsi que le discours impérial de la dictature vers l'Amérique latine, avec le néologisme d'"ibérosphère", qui correspond au concept d'"hispanité" du régime franquiste. Il est donc intéressant de voir que les idéologies ultra-nationalistes arrivent à se coordonner avec des visées transnationales.

**Ramona Bloj** nous explique que la Roumanie a été une exception jusqu'en 2020, car elle ne comportait pas de parti d'extrême droite ou de parti eurosceptique. Depuis la révolution de 1989, le paysage politique roumain est gouverné par une gauche héritée du parti communiste et par une opposition entre la droite et le centre-droit très fragmenté. En 2020 un nouveau parti, l'Alliance pour l'Unité des Roumains, crée la surprise en remportant 10% des votes aux législatives. Ce parti a fait sa campagne pendant la pandémie, avec un discours anti-vaccin, anti-masque et contre les mesures sanitaires. Il a ciblé des populations rurales, selon le dualisme désormais connu des globalistes contre la population plus rurale. Leurs valeurs sont la famille (le coprésident du parti s'est engagé contre le mariage pour tous) ; la patrie, avec des définitions étranges, car le parti ne sait pas trop définir la diaspora roumaine en Europe, qui compte pourtant 5 millions de personnes ; la foi, avec une grande

proximité de l'Église orthodoxe ; et la liberté autour des mesures sanitaires. Cela s'accompagne d'une stigmatisation des partis traditionnels et de l'Union européenne au nom de la sécurité nationale, alors que le pays a beaucoup bénéficié de son adhésion à l'Union européenne. Nous retrouvons pourtant le même paradoxe qu'en Italie et en France, car les populations sont europhiles et élisent pourtant des représentants anti-européens. Au sujet de ses relations avec les pays frontaliers, l'Alliance est ouvertement anti-magyar, ce qui semble rendre impossible une alliance avec Orban. Le parti souhaite également une unification du pays avec la Moldavie et la Bucovine ukrainienne. Les années à venir seront très intéressantes à suivre, en particulier les élections européennes de 2024.

**Gilles Gressani** propose de faire un rapide tour européen des autres pays européens, à partir de la nouvelle forme de construction européenne chrétienne proposée par Orban et dont s'inspirent les autres partis d'extrême droite.

**François Hublet** se demande si la pandémie a profité ou non aux partis d'extrême droite. Il observe la résurgence des anciens partis et la création de nouveaux : on peut citer Vox en Espagne, Fratelli d'Italia et Lega en Italie, le Parti pour la liberté aux Pays-Bas, Reconquête et le Rassemblement national en France. En Hongrie, Viktor Orban joue cavalier seul, il sera un acteur clef de la recomposition des années à venir. La pandémie a plutôt été une période de baisse. En Autriche, l'Ibizagate en 2019 a fait chuter le chancelier du FPÖ. Puis la pandémie déplace les votes vers les partis anti-mesures sanitaires, qui ne se superposent pas forcément avec les partis d'extrême droite. La pandémie a également donné beaucoup de voix aux sortants, dont huit ont déjà été réélus, et peut être neuf si Emmanuel Macron est réélu. Mais l'extrême droite a eu très peu de victoires électorales, mis à part les réélections en Hongrie et en Serbie. Les questions migratoires ont beaucoup moins suscité d'intérêt avec la fermeture des frontières, cela s'est ressenti dans la baisse de l'influence de l'AFD en Allemagne. La tendance conjoncturelle est donc à la baisse depuis un an et demi.

Par ailleurs, **François Hublet** observe un déplacement structurel vers un renforcement ou une résurgence de l'extrême droite, par une restructuration et un changement de génération. L'extrême droite décomplexée s'affirme partout. Cela est possible par un changement de repères historiques, car moins de personnes ont connu les dictatures du XXe, ce qui rend certains discours audibles. La pandémie a permis un retour de la question des frontières, avec la fermeture de l'espace Schengen. Cette affirmation est confirmée par les contextes politiques nationaux : en Italie où la droite est majoritaire, l'extrême droite affiche sa proximité avec la droite traditionnelle ; en Espagne, les libéraux sont affaiblis et laissent la place libre à Vox, qui est devenu un élément clef des coalitions. La situation française est spécifique : le vote protestataire est fort et fluctuant, en raison d'une très faible confiance dans les institutions centrales. Une partie des votes contestataires qui se sont exprimés pour la gauche et la gauche radicale se disent prêts à soutenir l'extrême droite contre Macron. On observe une perte de repère pour une partie de l'électorat. Avec les élections présidentielles autrichiennes de 2010, ce sont les premières élections de cette ampleur. Le système politique français, qui n'est pas un système de coalition, avait réduit l'intérêt de l'extrême droite à rentrer dans les institutions, ce qui explique sa stagnation ; en revanche, si l'extrême droite gagne les élections, elle prendra le contrôle de tout le système d'un seul

coup. Le risque d'explosion est beaucoup plus grand. Pour conclure, **François Hublet** propose l'hypothèse d'une extrême droite qui pourrait s'imposer de manière hétérogène à l'échelle continentale. Il observe un bloc d'Europe centrale et du Nord, exceptée la Suède, et un aléa dans les zones périphériques. Ce contraste géographique correspond assez bien au contraste entre un centre urbanisé et des périphéries faibles.

**Gilles Gressani** demande comment se recompose l'extrême droite par rapport à Poutine depuis l'invasion de l'Ukraine.

En Espagne, il s'agit d'une question secondaire selon **Mercedes Yusta Rodrigo**. Le sujet est un motif de division dans le gouvernement coalisé. Faut-il envoyer des armes ou uniquement des envois diplomatiques ? Vox garde une position prudente : le parti a condamné l'invasion et ne fait aucune allusion de sympathie envers Poutine, ce qui a été le cas dans le passé. La politique de Vox est de créer des coalitions d'opposition pour attaquer le gouvernement.

En Roumanie, **Ramona Bloj** explique qu'il est difficile de se positionner pro-Poutine quelque soit la période. Pourtant le parti de l'Alliance pour l'Union des Roumains a bénéficié des plateformes de propagande russe, en particulier sur les réseaux sociaux. La rhétorique anti-bruxelloise et la sécurité nationale sont encouragées par Moscou. Mais le parti ne peut pas se positionner pro-Poutine, même en temps normal.

**François Hublet** prend la parole pour l'Europe de l'Est. La Pologne est anti-Poutine depuis longtemps. La Hongrie reste dans une ambiguïté voulue. La Tchéquie a une ligne atlantiste. La Slovénie possède une frontière avec l'Ukraine. Est-ce que la guerre en Ukraine affaiblit ou non l'extrême droite de l'Europe de l'Est ? On observe que la Pologne, en accueillant les réfugiés ukrainiens, devient le champion de l'Europe. **François Hublet** dirait plutôt qu'il s'agit de la lutte d'une extrême droite contre une autre, surtout entre la Pologne et la Russie. Pour parler rapidement de l'Allemagne qui n'a pas été beaucoup évoqué, il existe une minorité russophone allemande alliée à l'AFD. Une partie de cette minorité relaie la propagande du Kremlin, une autre s'en détache. Mais les socio-démocrates allemands ont longtemps été proches de la Russie, ils sont aujourd'hui en mauvaise posture. Les libéraux sont plus affirmés contre la Russie. L'Allemagne pourrait bien se réaligner à l'Ouest.